

## L'urgence est à l'écoute des revendications

La journée interprofessionnelle de manifestations du samedi 13 juin confirme l'ancrage de la mobilisation des salariés sur les revendications exprimées depuis plusieurs mois. La CGT a recensé un peu plus de 150 000 participants dans les 159 manifestations et rassemblements.

Ils ont été les porte-parole d'une large part de la population qui demeure majoritairement sévère à l'égard de la politique économique et sociale du gouvernement et du comportement des organisations d'employeurs dans ce contexte de crise. La cinquième journée de mobilisation unitaire interprofessionnelle a été de nouveau soutenue par 74% des Français selon une enquête d'opinion (BVA, Les Échos, France Info).

Ce résultat doit s'apprécier alors que la plupart des médias ont fait l'impasse sur ce rendez-vous revendicatif et qu'une voix syndicale a contribué ces derniers jours à semer le doute sur la pertinence de cette mobilisation.

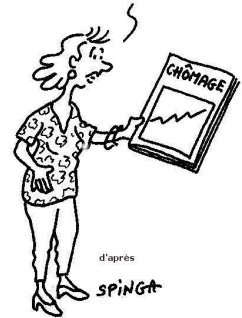
Le Président de la République a annoncé qu'il interviendrait devant le Congrès, convoqué à Versailles le 22 juin, sur ses orientations en matière de politique économique et sociale et qu'il rencontrerait les syndicats début juillet.

La CGT réaffirme la nécessité pour le Chef de l'État et les employeurs d'entendre les revendications exprimées depuis plusieurs mois par l'ensemble des syndicats de salariés au moment où la situation de l'emploi continue de se détériorer dramatiquement.

Enfin ça remonte !



De plus en plus !

d'après  
SPINGA

## Branche Poste

### Lamentable et scandaleux

C'est ce qui nous est venu à l'esprit quand La Poste a refusé de prolonger les négociations salariales et pris unilatéralement la décision d'appliquer ses plus mauvaises propositions.

Pas de réelle surprise, les représentants de La Poste avaient annoncé la couleur. La preuve que les propositions faites par La Poste n'étaient pas acceptables, CGT, Sud et FO avaient vivement dénoncé ce chantage et refusé d'apposer leur signature, tout en revendiquant énergiquement la poursuite des négociations.

Alors qu'on nous abreuve de beaux discours sur la qualité du dialogue social, les décisions arbitraires de ce type font tache. Et n'honorent guère leurs auteurs. Il ne faut pas en rester là.

Il faut poursuivre la mobilisation pour obtenir enfin des revalorisations salariales qui en soient vraiment.

### Volontaires désignés ?

Lors de la réunion au siège de La Poste sur le courrier (CDSP courrier du 14 mai) la CGT est intervenue pour dénoncer les pressions qui sont faites au niveau local pour contraindre les cadres à remplacer les facteurs sur leur position de travail.

La Direction a déclaré qu'il n'y aura pas de mesure autoritaire et que des indications ont été données pour que les cadres ne fassent pas de la distribution.

La CGT invite donc tous les cadres qui subiraient des pressions pour exercer un métier qui n'est pas le leur, à ne pas se laisser intimider et à se rapprocher du syndicat pour faire cesser ces manœuvres. Les cadres ne sont pas responsables du sous effectif chronique qui existe dans les services et cela ne doit en aucune manière être prétexte pour gérer les effectifs sans tenir compte des qualifications

## Branche Télécoms

### RSE ou RSA ?

Les entreprises des télécoms cultivent une image positive en multipliant les communications autour de la RSE (Responsabilité Sociale de l'Entreprise). Qu'en est-il dans les faits ? Comme l'indique l'Autorité de régulation des télécoms (Arcep) dans sa dernière publication, si les revenus du secteur ont continué à progresser en 2008 de 3,6% (après +4% en 2007), l'emploi lui, continue son déclin : -1,7% en 2008 (après -2,4% en 2007 et -5,2% en 2006).

Et la 1<sup>ère</sup> d'entre elles n'est pas en reste, puisque selon le bilan social 2008 de FTSA qui vient d'être publié l'entreprise a réalisé seulement 1078 embauches en CDI (soit 21% de moins qu'en 2007 et 51% de moins qu'en 2006) alors que dans le même temps les pertes d'emplois en 2008 se traduisent par 1123 démissions, 185 licenciements, 45 ruptures conventionnelles, 4074 fins de CDD, 1671 départs en retraite...

La CGT est disponible pour négocier une vraie RSE impliquant des devoirs vis à vis des usagers/clients, des salariés et de l'environnement.

### Une provocation de plus à FT

Les négociations sur l'accord d'intéressement 2009/2011 à France Télécom viennent de s'achever. Alors que la sous-traitance est omniprésente et que les fermetures de boutiques et de services se succèdent, les indicateurs retenus par la direction, Qualité de Service et Loyauté, claquent comme une provocation.

Ces indicateurs qui se veulent consensuels, techniques et neutres, sont en réalité porteurs de tensions et de conflits. Pour assurer une qualité de service, il faut interroger les présupposés, que sont les conditions de travail, la formation et la qualification.

Quant à l'indice de loyauté client, il dépend des moyens financiers et des ressources humaines décidés par la direction.

La CGT exige une autre répartition des richesses et une négociation qui ouvre sur une véritable « prime à l'intéressement », l'ouverture de négociations pour un 13<sup>ème</sup> mois de salaire et les conditions de travail.

## Échos

### Pas de CGT au Haut Conseil des Familles

En accord sur le principe de la mise en place d'un Haut Conseil de la Famille, les partenaires sociaux se sont opposés à sa composition, telle que le gouvernement veut la mettre en place au vu du décret de fin 2008.

La place hégémonique octroyée aux associations familiales qui disposent d'autant de représentants que les organisations syndicales et patronales réunies, avait suscité des interventions communes à plusieurs reprises.

Ces démarches, voulaient alerter les autorités de l'État sur le fait que les conditions de la réussite ne seraient pas réunies si un nouvel équilibre n'était pas trouvé. Installée le 5 juin dans la composition contestée et dans ces conditions, la CGT n'y participera pas.

## Emploi

### 50 000 pétitions remises au ministre du Travail

La CGT, en délégation conduite par Bernard Thibault, a été reçue le 4 juin par le ministre du Travail, Brice Hortefeux. Elle est arrivée porteuse de 50 000 pétitions contre l'extension de l'ouverture des commerces le dimanche et pour le droit au repos dominical, signées en quelques jours.

Cette question a fait l'objet d'un échange vif et prolongé et le ministre a accepté le principe d'une concertation, sous sa responsabilité, sur le projet de loi.

Nous y voyons un signe encourageant pour faire entendre nos revendications et élargir la signature de la pétition, comme ce fut le cas à l'occasion des manifestations intersyndicales du 13 juin, afin d'obtenir l'abandon du projet de loi et de réaffirmer l'urgence de négociations sur les questions au cœur des mobilisations.

### La recherche sauvée ?

La Ministre de la Recherche a annoncé mardi 26 mai 2009 qu'il n'y aura pas de suppression de postes de fonctionnaires dans les organismes de recherche (EPST) en 2010 et 2011.

Le SNTRS-CGT apprécie cette annonce comme un acquis des luttes que les personnels de la Recherche publique ont mené avec leurs collègues des universités.

Dans un communiqué, l'organisation CGT estime que ce premier acquis doit encourager les personnels des laboratoires, de toutes les catégories, à se battre ensemble pour des avancées encore plus importantes.

Dernièrement, à l'appel du SNTRS-CGT de nombreux chercheurs ont participé à la marche de tous les savoirs le jeudi 4 juin 2009 afin d'affirmer publiquement la fierté des métiers de l'enseignement et de la recherche.

## International

### L'Europe contre la crise

Le PIB de la zone Euro a chuté de 2,5% au 1<sup>er</sup> trimestre 2009 selon les chiffres publiés par Eurostat. C'est une baisse sans précédent et c'est le 4<sup>ème</sup> trimestre de repli consécutif. Cette récession s'accompagne d'une flambée du chômage qui pénalise gravement la consommation.

La CGT avec la CES demandent que soit adopté un protocole de progrès social pour que les droits fondamentaux des travailleurs priment sur « les libertés économiques » et sur la libre concurrence pour éviter tout dumping social.

Les salariés ont besoin d'une Europe démocratique, sociale, solidaire, prenant en compte les objectifs de développement durable, d'emplois décents pour tous, et de développement des services publics de qualité.

Rejoignez l'Union Fédérale des Cadres CGT sur son site [www.cgt-fapt.fr](http://www.cgt-fapt.fr)

## Échos

### Psy show ?

Orange ne manque pas d'idées pour amener ses cadres à concevoir les relations humaines comme de la manipulation d'autrui.

Quelques infos confidentielles récupérées au hasard d'une imprimante, nous montrent que le manager doit « mettre en synergie la tête et le cœur... », ou « ne pas considérer que tous les cerveaux ont compris ».

Il doit être sûr que « le modèle économique est admis par tous, et que chacun doit se préparer à l'accélération de sa transformation », niant ainsi les mouvements sociaux actuels.

Et enfin, il doit mettre en place « le travail de deuil des salariés (déli, colère, opposition, abattement, reconstruction ...) ».

Et si les cadres ne comprennent pas, ils seraient envoyés chez un psy ou exclus de la « secte » ?

## Salaires

### Les smicards trinquent !

L'INSEE vient d'annoncer une baisse des prix de 0,3% sur un an. Le gouvernement a déjà annoncé qu'il ne déciderait pas d'un « coup de pouce » lors de la revalorisation du SMIC le 1er juillet.

La CGT s'insurge contre cette nouvelle manifestation d'injustice sociale flagrante. Tandis que les employeurs continuent à bénéficier de 30 milliards d'euros annuels d'allègements de cotisations sociales sans contreparties, les millions de salariés faiblement rémunérés supportent l'essentiel du poids de la crise.

L'augmentation significative du SMIC n'est pas contraire à l'emploi et contribuera à favoriser une sortie rapide de la récession.

C'est pourquoi la CGT agit pour la revalorisation du SMIC à 1 600 euros et la répercussion de cette augmentation sur les grilles et les salaires.

### Salaires, la France peut mieux faire !

L'étude internationale des rémunérations en 2008 de Mercer, portant des rémunérations annuelles nettes, cotisations fiscales et sociales déduites et en y incluant les diverses primes, montre des constantes ... dans les différences !

Ainsi un technicien allemand gagne 23% de plus qu'un technicien français. Un agent de maîtrise allemand gagne 24% de plus que son collègue français, et le cadre français perd 16% par rapport à son collègue allemand. Quid de l'Europe Sociale des salaires ?

Pays	Technicien	Maîtrise	Cadres Ingénieurs
France	20 022	35 103	46 868
Allemagne	25 028	42 124	56 242
Belgique	25 828	35 103	43 587
Espagne	24 027	40 368	50 817
Italie	19 421	32 646	41 244

## Égalité

### La Halde fait ses comptes

7 788 réclamations pour discriminations ont été envoyées à la Haute autorité de lutte contre les discriminations (HALDE) en 2008.

Ces signalements ont quasiment doublé en deux ans.

Cela est dû notamment au formulaire de saisine disponible sur son site, puisqu'un tiers des réclamations y ont été adressées.

Les principaux cas de discriminations portent sur l'emploi (50%) et le plus fort critère de discrimination est l'origine, autrement dit le racisme (29%).

Sur 6 414 dossiers traités en 2008, seuls 535 ont débouché sur une action de la Halde (les autres étant rejetés, abandonnés ou réorientés), 220 ont été réglés à l'amiable, 299 ont fait l'objet d'avis, 42 de médiations et 84 de procédures judiciaires.